

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG , le 17/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REICHSTETT MATERIAUX

rue Jean Lenoir
67620 SOUFFLENHEIM

Références : 0003012653/WHL
Code AIOT : 0003012653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement REICHSTETT MATERIAUX, implanté 10 Allée de l'Ecoparc rhénan 67550 VENDENHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REICHSTETT MATERIAUX
- 10 Allée de l'Ecoparc rhénan 67550 VENDENHEIM
- Code AIOT : 0003012653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Installation IED : rubriques 3510, 3532, 3550

La plateforme Reichstett Matériaux de Vendenheim, Ecoparc rhénan, a été autorisée le 18 juin 2018. Les enjeux environnementaux résident dans la prévention de la pollution :

- de l'air par les composés organiques volatils (terres polluées) et les poussières (traitement de déchets, manipulation, envols) ;
- du sol et des eaux souterraines par les déchets.

L'inspection s'est rendue à l'emplacement des stockages des terres polluées, des installations de

traitement de ces terres (biotertre), et dans la zone PPRT de Wagram.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 100 m SEVESO
- Action 2.3.2 Fiabilité et performance des centres de Tri Transit (TTR) de déchets
- Rejet atmosphériques
- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 1.1.5	/	Sans objet
2	Evaluation des risques d'effets domino	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.5.1	/	Sans objet
3	Relation entre le site contrôlé et le voisin SEVESO	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R515-88	/	Sans objet
4	Moyens internes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.2.4.1	/	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.1.4	/	Sans objet
6	Terres polluées	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 5.2.1.1 et 8.2.3	/	Sans objet
7	Terres polluées	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 5.2.1.2 et 8.2.4	/	Sans objet
8	Terres polluées	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 5.2.1.3	/	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 3.2.1	/	Sans objet
10	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 9.3.1.1 et 9.3.1.2	/	Sans objet
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à ce que lui soit précisées en retour les modalités précises du prélèvement et de la constitution de l'échantillon des eaux pluviales soumis à l'analyse, avec la justification de sa représentativité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 11.5
Thèmes : Situation administrative, nomenclature ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2515-1a : installation de broyage, concassage et criblage de déchets inertes <i>[Rubrique modifiée par le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018]</i> Rubrique 2714-1 : installation de regroupement, transit, et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, pneumatiques et bois traités et non traités (classes A et B) <i>[Rubrique modifiée par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018]</i> Rubrique 2716-1 : installation de regroupement, transit, et tri de déchets non dangereux non inertes : plâtres, déchets verts, terres non dangereuses ... <i>[Rubrique modifiée par le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 et le décret n°202-828 du 30 juin 2020]</i>
Constats : Suite à la modification de la nomenclature des ICPE, les activités relevant des rubriques 2515-1a, 2714-1 et 2716-1, basculent du régime de l'autorisation à l'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Evaluation des risques d'effets domino

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.5.1
Thèmes : Risques accidentels, risques d'effets domino
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant informe son personnel des incidences du zonage du PPRT sur les conditions d'exploitation et d'aménagement de l'établissement. Des consignes sont établies et portées à la connaissance du personnel. Elles traduisent les interdictions attachées à chacune des zones affectant l'emprise du site.
Constats : Une partie de l'installation de Reichstett Matériaux est impactée par le zonage PPRT du site Wagram (site SEVESO seuil haut/bas). Le jour de la visite, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">• la délimitation de la zone signalisée par une affiche « Zone PPRT »,• cette affiche mentionnait : « obligation aux chauffeurs de rester dans la cabine » et « pas de présence permanente sur zone »,• la présence de déchets inertes (de type gravats) dans cette zone,• l'absence de bâtiment sur la zone (le premier est à environ 700 mètres du site Wagram).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Relation entre le site contrôlé et le voisin SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R515-88
Thèmes : Risques accidentels, relation avec le voisin SEVESO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement /.../ informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article L. 181-25, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a exposé qu'il n'était pas informé des risques Seveso voisins. Il n'avait pas connaissance de consignes de sécurité particulières. Un exercice PPI (plan particulier d'intervention) aura lieu en septembre 2022 entre les sites Seveso Wagram et celui de Reichstett Matériaux.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens internes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 7.2.4.1
Thèmes : Risques accidentels, extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs répartis [...] sur la plateforme inerte, bien visibles et facilement accessibles. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.[...]
Constats : Les extincteurs sont contrôlés annuellement. Le jour de la visite, ces moyens d'extinction d'incendie étaient facilement accessibles et repérables. L'inspection s'est assurée, par sondage, que deux extincteurs avaient été vérifiés. Le dernier contrôle des extincteurs datait de février 2022.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 71.4
Thèmes : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées annuellement par la société BUREAU VERITAS. Le dernier contrôle a été réalisé le 19 avril 2022. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification de 2021 et 2022 . L'inspection constate que l'exploitant corrige systématiquement les non-conformités d'une année sur l'autre.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 5.2.1.1 et 8.2.3
Thèmes : Risques chroniques, information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant obtient du producteur de déchets ou, à défaut, du détenteur, une information préalable. Celle-ci précise pour chaque type de déchet : <ul style="list-style-type: none">• la provenance précise (cadastrale pour les terres polluées), et l'identité et l'adresse exacte du producteur ;• les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;• la composition chimique principale du déchet, sa teneur en polluants, ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à être admis et à subir le traitement éventuellement prévu ;• les teneurs en substances faisant l'objet d'une valeur limite d'admission définie par l'exploitant ;• les modalités de la collecte et de la livraison ;• les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;• et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question. [...] Article 8.2.3 : En complément des éléments prescrits à l'article 5.2.1, l'exploitant se fait remettre par le détenteur des déchets les informations suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. un plan repérant les zones polluées, indiquant la nature des polluants et précisant l'emprise des zones qui seront excavées pour enlèvement et traitement dans l'installation,2. l'historique des activités du site de provenance des terres,3. la quantité estimée des terres à traiter,4. l'identification des types et des concentrations des polluants contenus dans les terres,5. la procédure d'échantillonnage retenue par le détenteur pour les analyses de ses terres quand elle est disponible. L'ensemble de ces informations préalables est consigné dans un document spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté une fiche d'information préalable d'un lot de terres polluées. Ce document contient les informations mentionnées par les prescriptions des articles 5.2.1.1 et 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 5.2.1.2 et 8.2.4
Thèmes : Risques chroniques, certificat d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant se prononce, au vu des éléments de l'information préalable et d'analyses pertinentes réalisées par le producteur ou détenteur, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à admettre ou traiter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Les méthodes d'analyses utilisées sont conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur. L'exploitant délivre sur ces bases soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge. Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. [...] L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Article 8.2.4 : Un lot de terres souillées ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au détenteur de ce certificat d'acceptation préalable. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un certificat d'acceptation préalable d'un lot de terres polluées. Ce document contient les informations mentionnées par les prescriptions des articles 5.2.1.2 et 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 5.2.3
Thèmes : Risques chroniques, registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none">• le tonnage et la nature des déchets (notamment son caractère dangereux ou non) ;• le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;• la date et l'heure de la réception ;• l'identité du transporteur ;• le numéro d'immatriculation du véhicule ; [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le registre d'admission des terres polluées. Ce document contient les informations mentionnées par les prescriptions de l'article 5.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 3.2.1		
Thèmes : Risques chroniques, concentrations et flux / Installation biotertre couvert ventilé		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet		
Prescription contrôlée : Le tableau ci-dessous définit les valeurs-limites en concentration et en flux à ne pas dépasser, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; Conduit n°1 – biotertre équipé d'un système de traitement des émissions gazeuses :		
Paramètres	Concentration en mg/Nm ³	Flux maximal en g/h
COVNM (exprimé en carbone total)	50	2000
Benzène	2 mg/Nm ³ si le flux dépasse 10 g/h	15
Poussières	20	1000
Constats : Les résultats d'analyses des rejets atmosphériques, pour l'année 2022, ne montrent pas de dépassements des valeurs limites. La fréquence de surveillance semestrielle est respectée.		
Type de suites proposées : Sans suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 10 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, articles 9.3.1.1 et 9.3.1.2
Thèmes : Risques chroniques, qualité de l'air et retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Article 9.3.1 - Surveillance de la qualité de l'air 9.3.1.1 L'exploitant surveille les émissions diffuses de Composés Organiques Volatils au travers d'une surveillance environnementale des concentrations en limite de propriété aux emplacements les plus exposés. Ces emplacements sont déterminés par une modélisation de dispersion atmosphérique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles. Les paramètres de la surveillance sont : <ul style="list-style-type: none">• les Composés Organiques Volatils non Méthaniques (COVNM) exprimés en carbone total.• le benzène (CAS 71-43-2) Les résultats sont commentés au regard d'une valeur de référence de 2 µg/m ³ de benzène. Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception des résultats. Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période, avec des propositions sur la poursuite de la surveillance. 9.3.1.2 Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués aux emplacements repérés sur le plan en pages 314/428 du dossier de demande d'autorisation. Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des résultats. Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.
Constats : L'exploitant réalise une surveillance : <ul style="list-style-type: none">• semestrielle pour les paramètres COVNM et benzène,• trimestrielle pour les retombées de poussières. Les derniers rapports de 2021 de ces surveillances n'appellent pas d'observations de la part de l'inspecteur de l'environnement. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection de l'environnement, pour le dernier trimestre 2022, un bilan commenté des résultats obtenus sur la période (2019 à 2022), avec des propositions sur la poursuite de la surveillance concernant les retombées de poussières et la surveillance des paramètres COVNM et benzène.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2018, article 4.3.1	
Thèmes : Risques chroniques, concentration des eaux pluviales	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet	
Prescription contrôlée : Les teneurs en polluants des eaux de ruissellement sont inférieures ou égales aux valeurs limites suivantes:	
Débit de référence	Maximal :24,4 l/s
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
MEST	100
DBO5	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	5
nickel	0,5
zinc	2
Fer et aluminium	5
Composés organiques halogénés	1
plomb	0,5
cuivre	0,5
Chrome et composés chromés	0,5
HAP	0,05
PCB	0,05
Indices Phénols	0,3
Benzène	1,5
Toluène	4
Ethylbenzène	1,5
Xylènes	1,5
Constats : Les teneurs en polluants des eaux de ruissellement sont déclarées sur la plateforme GIDAF. Elles sont inférieures aux valeurs limites d'émission prescrites par l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018. Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de 2 bassins de rétention proches l'un de l'autre : <ul style="list-style-type: none"> • le bassin des eaux pluviales (eaux de voiries) • le bassin des eaux pluviales (provenant des terres polluées). Les conduites aval de chaque bassin se rejoignent (après les vannes et les dispositifs de traitement) pour ne former qu' un seul rejet vers le réseau de l' Ecoparc. Chaque bassin est équipé en aval d'une vanne d' isolement et d'un décanteur lamellaire/ séparateur d'hydrocarbures. Le prélèvement réalisé au niveau de chaque bassin est réalisé en aval de chacun des deux décanteurs. <p>L'inspection demande à ce que lui soit précisées en retour les modalités précises du prélèvement et de la constitution de l'échantillon soumis à l'analyse.</p>	
Type de suites proposées : Sans suites	
Proposition de suites : Sans objet	

